ASSEMBLÉE NATIONALE

4 juillet 2017

PROROGATION DE L'APPLICATION DE LA LOI RELATIVE À L'ÉTAT D'URGENCE - (N° 16)

Rejeté

AMENDEMENT

N ° CL6

présenté par
M. Ciotti

ARTICLE ADDITIONNEL

APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:

Après le mot : « définis », la fin du deuxième alinéa de l'article 8-1 de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence est supprimée.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Introduit à l'initiative des députés les Républicains lors de l'examen de la loi prorogeant l'application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence en juillet 2016, l'article 8-1 a pour objectif de faciliter les contrôles d'identité et fouilles des bagages et des véhicules pendant l'état d'urgence.

Le Sénat a prévu que la durée de l'autorisation pour procéder à ces contrôles ne pouvait excéder 24h.

Le présent amendement a pour objet de supprimer cette durée maximale de 24h. Celle-ci semble en effet trop contraignante au regard des objectifs poursuivis.